

Assister c'est d'abord informer:

Perceptions de l'aide au Burkina Faso

Mai 2022 • Burkina Faso



GROUND TRUTH
SOLUTIONS

Introduction

L'instabilité politique, la prolifération de la violence armée et le changement climatique renforcent les crises humanitaires au Burkina Faso, où l'un des principaux engagements de la « Grand Bargain » – que les communautés affectées par les crises puissent davantage participer au processus de décision concernant l'aide qu'elles reçoivent, et la manière dont elles la reçoivent – semble encore peu tenu. Les populations de cette nation de l'ouest de l'Afrique [ne se sentent pas informées concernant l'aide humanitaire](#) et [le processus de ciblage](#), ce qui a pour effet d'alourdir encore des situations déjà difficiles. [Les tensions entre ceux qui reçoivent de l'aide et ceux qui ne reçoivent pas augmentent](#), la plupart des gens pensent que [l'aide ne répond pas à leurs besoins fondamentaux](#), et les gens se sentent en insécurité parce qu'[ils ne savent pas s'ils peuvent avoir accès à l'aide](#).

Depuis deux ans, [Ground Truth Solutions](#) (GTS) évalue dans quelle mesure les populations affectées pensent que leur opinion influence effectivement les processus de décision humanitaires au Burkina Faso. Venant compléter les données [que nous avons récoltées en 2020](#), nous avons mené une enquête sous forme de sondage auprès de personnes déplacées à l'interne (PDI) et de personnes non déplacées sur l'ensemble des six régions de la réponse humanitaire (Boucle du Mouhoun, Centre-Est, Centre-Nord, Est, Nord, et Sahel) en août 2021. Les résultats étaient ensuite présentés et faisaient l'objet de discussions dans un cadre collectif réunissant la communauté, ainsi que lors d'entretiens qualitatifs individuels à Kaya et à Ouahigouya en janvier 2022. Ce rapport combine les résultats quantitatifs du sondage et le retour qualitatif ainsi que les recommandations exprimées lors des discussions de groupe et des entretiens individuels afin d'étudier la manière dont les PDI et les personnes non déplacées perçoivent l'assistance humanitaire qu'elles ont reçue. GTS a également sollicité l'avis du personnel humanitaire via un sondage réalisé par internet en juin et juillet 2021. Leurs opinions apparaissent dans la colonne de droite de ce rapport.

Table des matières

[Les protocoles d'information doivent être sérieusement revus](#)

[Les disparités d'information entraînent des tensions au sein des communautés](#)

[L'aide n'arrive pas au bon moment et est insuffisante](#)

[Participer à la planification est hors de portée](#)

[Mécanismes de plaintes peu connus et insuffisamment utilisés](#)

[L'incertitude engendre l'insécurité](#)

[L'aide humanitaire d'urgence n'est pas suffisante](#)

[Recommandations](#)

[Méthodologie](#)

Pour une version anglaise de ce rapport, [cliquez ici](#).

Regardez les discussions de groupe avec les personnes affectées de [Kaya](#) et d'[Ouahigouya](#) pour écouter leur point de vue et leurs recommandations.

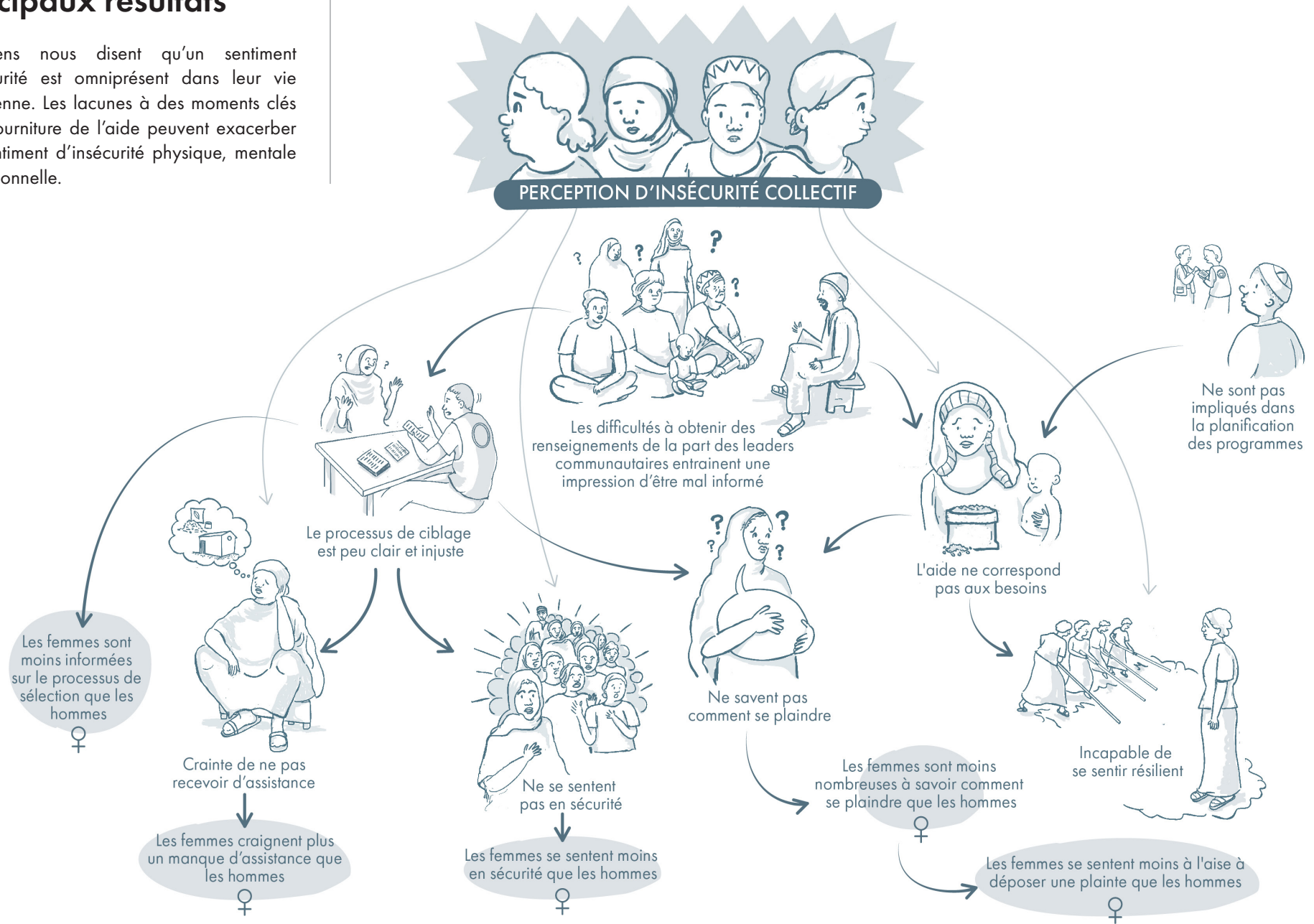
Autrice

Elise Shea, Policy Coordinator

Pour plus d'informations, contactez Elise Shea (elise@groundtruthsolutions.org) et Marie-Françoise Sitnam (marie-francoise@groundtruthsolutions.org).

Principaux résultats

Les gens nous disent qu'un sentiment d'insécurité est omniprésent dans leur vie quotidienne. Les lacunes à des moments clés de la fourniture de l'aide peuvent exacerber leur sentiment d'insécurité physique, mentale et émotionnelle.



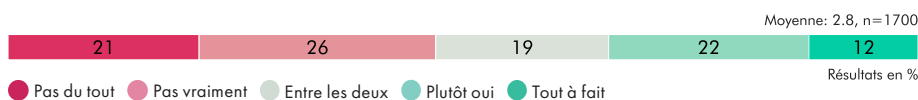
Les protocoles d'information doivent être sérieusement revus

Seulement 34% des personnes interrogées se sentent informées au sujet de l'aide disponible. La plupart des répondants pensent que le processus de ciblage n'est ni clair ni juste, et que l'aide ne répond pas à leurs besoins essentiels.

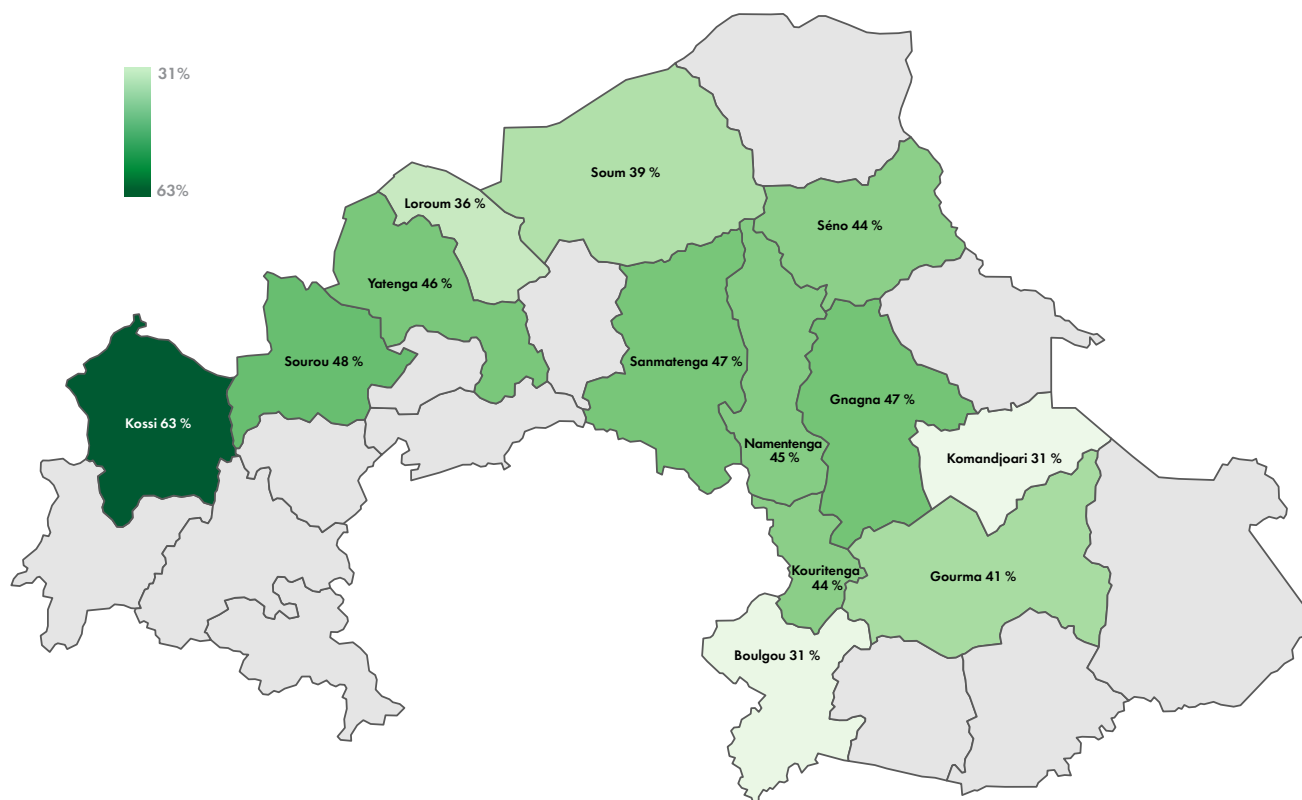


87% des travailleurs humanitaires interrogés (n=204) pensent que leur organisation fournit aux populations affectées l'information dont elles ont besoin.

Pensez-vous que vous êtes informé au sujet de l'aide et les services que vous pouvez recevoir ?

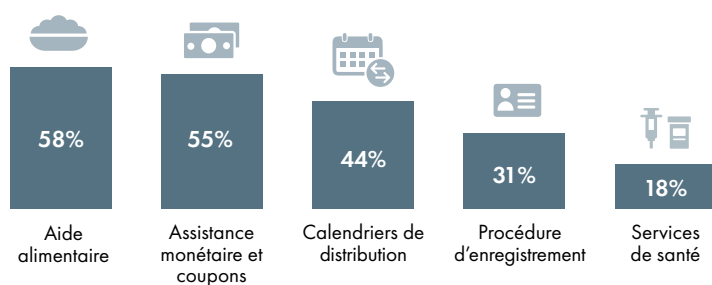


Les répondants vivant dans la province de la Kossi se sentent bien plus informés (63%) que ceux de la Komondjari (31%) et du Boulgou (31%).



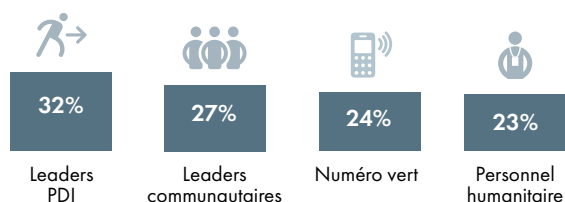
*La carte ci-dessus permet de comparer les différences de perceptions en fonction des provinces. Les perceptions les moins positives sont représentées en vert clair et les perceptions les plus positives en vert foncé. Bien qu'une zone en vert foncé indique que les gens s'y sentent mieux informés que ceux des provinces voisines, cela ne signifie pas nécessairement pour autant qu'ils sont très bien informés. Les pourcentages indiquent le pourcentage moyen de personnes qui se sentent informées par province.

De quelle information avez-vous besoin ? (n=787)



*Les répondants ayant pu donner plusieurs réponses, la somme des pourcentages pour chaque phase de collecte de données n'est pas égale à 100%.

Comment préférez-vous recevoir des informations de la part des acteurs humanitaires ? (n=1700)



*Les répondants ayant pu donner plusieurs réponses, la somme des pourcentages pour chaque phase de collecte de données n'est pas égale à 100%.

À Kaya et à Ouahigouya, le personnel humanitaire décrit des processus de partage de l'information similaires : l'Action Sociale (bureau de l'administration locale) transmet l'information des programmes humanitaires en cours au Conseil Villageois de Développement (CVD), qui en informe à son tour les leaders communautaires. Les leaders des deux communes partagent ensuite cette information avec leur communauté via le bouche à oreille ou lors de rassemblements communautaires. Si les gens de toutes les communes préfèrent recevoir leurs informations de la part des leaders communautaires, ils notent toutefois que ce n'est pas sans difficulté :

1. L'information est irrégulière et n'arrive pas à temps. Les gens reconnaissent que « **le nombre de PDI rend le partage de l'information très difficile** », mais davantage d'efforts peuvent être faits pour rendre la communication plus régulière. Les répondants nous disent que l'information concernant une distribution ou un service n'est parfois communiquée que la veille. D'autres racontent découvrir une information par hasard : « **l'information concernant l'aide humanitaire nous parvient parfois par bouche à oreille** », déclare un homme non déplacé à Ouahigouya. « **En ville, on tombe souvent sur des gens qui partent recevoir l'aide, alors on en profite aussi** ». Certains nous rapportent qu'ils n'apprennent l'existence d'un programme qu'une fois qu'il est terminé.
2. Si les gens sont absents lorsque les leaders communautaires traversent leur site, ils ne reçoivent pas les informations. Beaucoup expliquent qu'ils sont absents car ils partent chercher les biens dont ils ont besoin, puisque [l'aide existante ne satisfait pas leurs besoins](#), ce qui crée un cercle vicieux : non informés, les gens ne bénéficient pas de l'aide, cherchent des biens pour survivre, les amenant à rester non informés. Les populations veulent qu'on leur assure qu'on leur communiquera les informations et recommandent que les responsables des sites informent les absents quand ils reviennent. D'autres suggèrent d'appeler les gens sur leur téléphone portable. « **Si nous ne sommes pas là, on peut nous appeler directement pour que l'on rentre au site** », déclare un homme déplacé à Kaya.



Les populations affectées ont besoin de plus d'informations à propos de sujets sur lesquels les humanitaires (n=204) disent communiquer régulièrement, ce qui indique que les organisations doivent évaluer [les difficultés auxquels doivent faire face les communautés dans leur accès à l'information](#).

Les informations les plus partagées, selon les fournisseurs d'aide interrogés :

77% Mécanismes de gestion des plaintes

77% Calendriers de distribution

69% Aide alimentaire

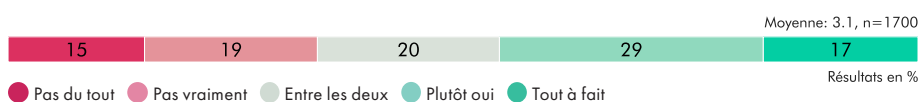
64% Procédures d'enregistrement

61% Services d'eau, d'assainissement et d'hygiène (EAH)

Les acteurs humanitaires (n=204) déclarent utiliser les canaux d'information que les populations préfèrent : 82% communiquent les informations directement aux leaders communautaires et aux leaders PDI, et 74% disent que les travailleurs humanitaires communiquent directement l'information aux communautés. Le fait que les gens ne se sentent pas informés malgré tout montre que les fournisseurs d'aide doivent améliorer la manière dont les informations sont partagées avec les leaders communautaires.

3. Trop peu de gens sont impliqués dans la dissémination de l'information. Les gens veulent que les dates des réunions d'information soient annoncées à l'avance, et veulent être invités à des réunions ouvertes. **« Il doit y avoir plus de personnes chargées de l'information. Cessez de limiter le nombre de PDI lors des réunions d'information. Sinon, la transmission des informations se fera de manière sélective »**, déclare une femme déplacée à Kaya.
4. Beaucoup disent que les leaders communautaires sont responsables de ce problème. Moins de la moitié (46%) des personnes interrogées pensent que les leaders communautaires partagent effectivement les informations concernant la programmation humanitaire. Certains disent que les leaders communautaires ne communiquent ces informations qu'aux personnes qu'ils connaissent, ce qui amène généralement les gens à penser que ceux qui bénéficient du programme d'aide sont ceux qui ont les bons contacts. Qu'il y ait ou non favoritisme dans les faits, **« les plus anciennes PDI connaissent davantage de gens impliqués dans l'assistance humanitaires, et ont donc davantage de sources d'information que les personnes qui viennent d'arriver »**, comme l'explique une femme non déplacée à Ouahigouya. Les acteurs humanitaires doivent s'assurer que les leaders communautaires soient mis en relation avec les nouvelles personnes lors de leur arrivée, afin de garantir que les nouvelles PDI soient informées des canaux de communication mis en place. Les gens veulent aussi que les leaders communautaires soient mieux formés. **« Les humanitaires doivent améliorer la capacité des représentants ou des leaders à faire leur travail correctement. L'information doit parvenir à tous »**, explique une femme déplacée à Ouahigouya. D'autres pensent que des pénalités encourageraient un meilleur partage de l'information. **« Il doit y avoir des sanctions pour les représentants irresponsables »**, recommande un homme non déplacé à Ouahigouya.

Pensez-vous que les leaders communautaires partagent avec vous les informations nécessaires sur les activités humanitaires ?



Si les numéros verts peuvent offrir une alternative au fait d'avoir recours aux leaders communautaires, la préférence pour cette alternative reste faible. Les répondant vivant dans les provinces du Loroum (49%), du Kouritenga (47%), du Boulgou (40%) et du Yatenga (40%) sont ceux dont l'intérêt pour l'usage de numéros verts comme canaux d'information est le plus élevé.

Les disparités d'information entraînent des tensions au sein des communautés

Les personnes non déplacées se sentent légèrement moins informées (32%) que les PDI (37%), une disparité corroborée par les données de REACH¹. Comme l'a dit une femme non déplacée à Ouahigouya : **« Ce n'est pas tout le temps que l'aide concerne tout le monde, souvent ce n'est que les PDI. Dans ce cas, l'information est dirigée vers les PDI, qui sont les plus nombreuses. »**

Ce sentiment que les personnes non déplacées sont une priorité moindre face aux communautés de PDI en termes d'information et d'assistance est très répandu parmi les répondants, et ils ont raison : le Plan de Réponse Humanitaire (PRH) de 2021 a ciblé 81% de toutes les PDI dans le besoin, contre seulement 57% de toutes les communautés non déplacées dans le besoin². Si les gens ne sont pas au courant des critères de



91% des fournisseurs d'aide interrogés (n=204) disent que leur organisation travaille régulièrement et efficacement avec les leaders communautaires lorsque les projets sont mis en œuvre.

¹ 49% des personnes non déplacées ont rapporté avoir connaissance de l'existence de l'assistance humanitaire dans la commune les 12 derniers mois précédant la collecte contre 92% pour les ménages PDI. REACH. 2021. « [Dashboard de l'Évaluation multisectorielle des besoins \(MSNA\) 2021](#) ».

² OCHA. 2021. « [Plan de Réponse Humanitaire 2021](#) ».

ciblage pour un programme donné, ils penseront qu'ils en sont injustement exclus. Seuls 36% des répondants pensent que l'aide va à ceux qui en ont le plus besoin, et seulement 27% comprennent le processus de sélection. Une femme déplacée à Kaya a ainsi affirmé : « Je pense que les personnes non déplacées devraient être informées, parce que l'aide humanitaire concerne souvent les personnes non déplacées, même si elle concerne principalement les PDI. »

Pensez-vous que l'assistance fournie par les acteurs humanitaires touche les personnes qui en ont le plus besoin ?

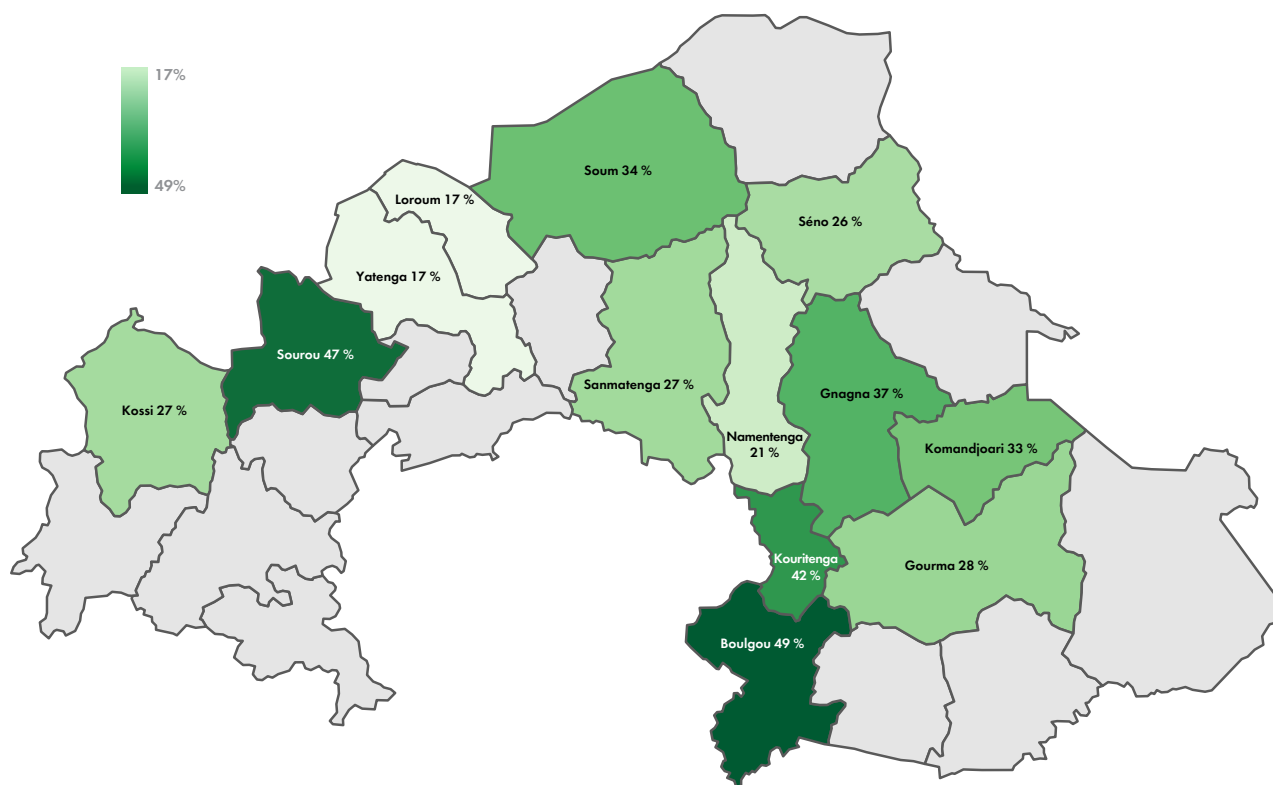


Savez-vous comment les organisations humanitaires décident des personnes pouvant bénéficier ou non des services humanitaires ?



Par comparaison avec ceux d'autres provinces, les répondants vivant dans le Boulgou (49%) et le Sourou (47%) sont ceux qui se sentent les plus informés concernant la sélection des bénéficiaires de l'aide, les moins informés étant les gens du Loroum (17%) et du Yatenga (17%).

91% des travailleurs humanitaires interrogés (n=204) pensent que l'aide et les services que leur organisation fournit va aux personnes qui en ont le plus besoin. Les 9% qui pensent que l'aide ne touche pas les plus vulnérables disent que les gens non enregistrés (7%), en situation de handicap (5%), et nouvellement arrivés (5%) sont ceux qui sont laissés de côté en termes de programmation humanitaire. Seuls 3% des membres du personnel humanitaire citent les personnes âgées comme étant un groupe vulnérable ne bénéficiant pas de l'aide.

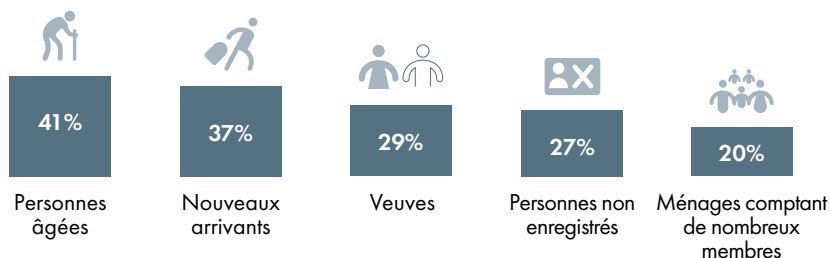


*La carte ci-dessus permet de comparer les différences de perceptions en fonction des provinces. Les perceptions les moins positives sont représentées en vert clair et les perceptions les plus positives en vert foncé. Bien qu'une zone en vert foncé indique que les gens s'y sentent mieux informés que ceux des provinces voisines concernant la manière dont les bénéficiaires de l'aide sont sélectionnés, cela ne signifie pas nécessairement pour autant qu'ils sont très bien informés concernant le processus de ciblage. Les pourcentages indiquent le pourcentage moyen de personnes par province qui comprennent les processus de ciblage.

Si les femmes et les hommes s'estiment autant informés au niveau de la programmation de l'aide (35% et 37% respectivement), moins de femmes (28%) que d'hommes (34%) comprennent le processus de ciblage. Les entretiens qualitatifs avec les femmes révèlent qu'elles pensent que les informations ne sont pas partagées de manière égalitaire. Les femmes pensent que les hommes reçoivent les informations les premiers, et en reçoivent davantage, car ils sont les chefs de famille, ce qui peut être culturellement accepté, mais met tout de même des femmes de côté. Certaines personnes savent que des femmes représentantes existent afin de communiquer les informations aux femmes, mais d'autres ne le savent pas. Pour un meilleur accès à l'information, une femme déplacée à Kaya recommande que « **les leaders encouragent les femmes à participer à la gestion de la communauté. Sinon, les femmes veulent s'impliquer, mais elles sont dominées par les hommes.** »

Les femmes soulignent aussi qu'elles doivent quitter le site pour trouver du travail et des biens pour leur famille. Une femme déplacée à Kaya explique : « **Même si on passait la journée à partager l'information, les femmes n'y auraient pas accès.** » Les protocoles de partage de l'information doivent tenir compte de ces difficultés particulières que rencontrent les femmes dans leur accès à l'information.

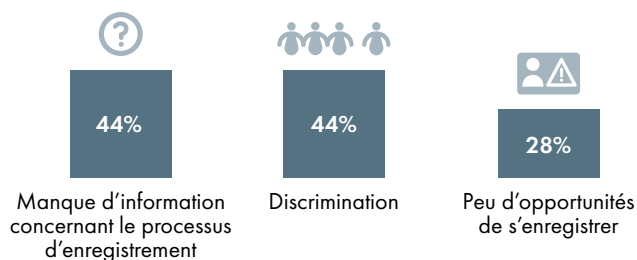
Quels sont les groupes de personnes qui en ont le plus besoin mais ne bénéficient pas ? (n=531)



*Les répondants ayant pu donner plusieurs réponses, la somme des pourcentages pour chaque phase de collecte de données n'est pas égale à 100%.

Les hommes, les femmes, les personnes non déplacées et les PDI s'accordent à identifier ces cinq groupes comme étant ceux qui sont le plus souvent exclus des programmes d'aide. Tous pensent que les personnes âgées sont mal ciblées pour l'aide, et parmi les personnes plus âgées qui la reçoivent effectivement, seulement 23% d'entre elles pensent qu'elle répond à leurs besoins.

Pourquoi pensez-vous que ces personnes sont laissées de côté ? (n=531)



*Les répondants ayant pu donner plusieurs réponses, la somme des pourcentages pour chaque phase de collecte de données n'est pas égale à 100%.

Avez-vous entendu parler de tensions ou disputes à cause de l'aide humanitaire dans les alentours ?



Parce que les répondants considèrent que le processus de sélection n'est ni transparent ni juste, il y a des tensions autour de l'aide apportée. « **Ce n'est pas normal que certains reçoivent, et d'autres non. Nous avons tous les mêmes problèmes** », estime un homme déplacé à Kaya.

Certains répondants demandent aux humanitaires d'impliquer davantage les leaders PDI/communautaires dans le processus de ciblage. « **Les leaders doivent identifier les personnes venant d'arriver qui sont dans le besoin et qui ne connaissent personne pour les aider. Les anciens connaissent le village et peuvent se débrouiller** », explique un homme non déplacé à Kaya.

D'autres maintiennent que les leaders communautaires sont en tort. « **Les personnes qui s'en occupent ne sont pas honnêtes. Peut-être même qu'ils retirent les noms de certaines personnes pour qu'elles ne reçoivent pas l'aide. On a plus peur que quelqu'un retire notre nom d'une liste. Les femmes ont peur de ça. C'est pour ça que nous avons besoin de gens dignes et honnêtes qui se soucient des leurs** », explique un homme non déplacé à Ouahigouya.

Communiquer clairement sur les processus de ciblage atténuera l'impression selon laquelle les leaders prennent des décisions de manière sélective concernant l'enregistrement pour l'aide et la distribution d'aide. « **Les humanitaires arrivent, terminent le ciblage, et ensuite ils donnent le nom des gens. On doit d'abord éduquer, avant chaque ciblage** », avance un homme déplacé à Ouahigouya. « **C'est cette ignorance du processus de ciblage qui provoque des tensions... La majorité des PDI sont analphabètes, des formations sont donc nécessaires pour qu'elles comprennent et ne blâment pas les leaders chargés de transmettre les informations. Ces leaders sont bénévoles et n'ont aucun avantage en matière d'aide, ce qui est souvent mal compris. Aucun leader ne peut ajouter sur la liste un membre de sa famille. Ils organisent, agissent en médiateurs. En guise de solution, je propose d'éduquer les PDI en premier lieu, d'expliquer le processus de ciblage avant d'agir. Mais ce n'est pas comme ça qu'on fait actuellement** », ajoute-t-il.

Les humanitaires devraient aussi expliquer les contraintes des programmes d'aide : pourquoi l'assistance ne s'adresse pas à tout le monde, ou seulement à une certaine partie des gens au sein d'un groupe démographique donné, pourquoi enfin l'aide a réduit ou stagné alors que le nombre de gens qui en ont besoin va grandissant. « **L'information ne concerne pas seulement les programmes d'aide. C'est aussi savoir pourquoi il n'y a pas d'aide** », précise un homme non déplacé à Ouahigouya.

Les cas rapportés faisant état du peu d'opportunités de s'enregistrer pour l'aide indiquent soit des enregistrements non systématiques, soit un manque de diffusion de l'information concernant les séances d'enregistrement. Parallèlement aux séances d'enregistrement disponibles, les fournisseurs d'aide doivent faciliter la création d'opportunités pour les gens d'obtenir des cartes d'identité.



38% des humanitaires interrogés (n=204) ont entendu parler de tensions ou de conflits liés à l'aide humanitaire. 20% croient que la raison réside dans la sélection des bénéficiaires et dans la distribution de l'aide. 13% pensent que c'est uniquement dû à la manière dont les bénéficiaires sont sélectionnés. Enfin, 6% pensent que cela est strictement lié à la distribution de l'aide. Les travailleurs humanitaires interrogés pensent que les tensions ont lieu entre personnes non déplacées et PDI (25%), entre bénéficiaires et non bénéficiaires de l'aide (21%), et au sein même des communautés PDI (19%).

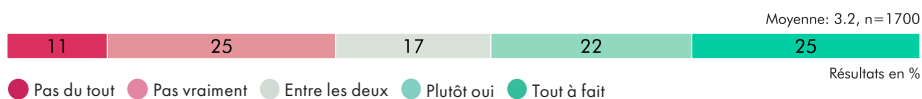
Il y a des tensions « **car les communautés ne comprennent pas complètement comment les bénéficiaires sont sélectionnés. Les communautés non déplacées sont aussi frustrées de ne pas recevoir la majorité de l'aide** ». – Travailleuse humanitaire expatriée, Cluster Abris

« **L'insuffisance des moyens financier pour permettre de viser l'ensemble des personnes qui se retrouvent effectivement dans une situation d'extrême vulnérabilité est la raison pour laquelle il y a des tensions liées à l'aide.** » – Travailleur humanitaire expatrié, Cluster EAH, Sécurité Alimentaire, Nutrition, Santé, Abris et Protection

L'aide n'arrive pas au bon moment et est insuffisante

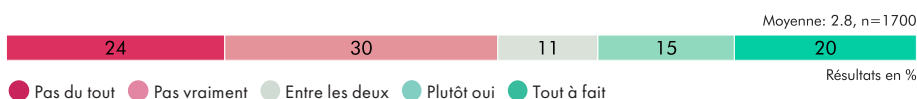
Moins de la moitié des répondants (47%) pensent qu'ils reçoivent l'aide quand ils en ont le plus besoin. Les femmes (43%) sont moins susceptibles de penser que l'aide arrive à temps que les hommes (48%).

Au cours des six derniers mois, recevez-vous l'aide et les services au moment où vous en avez besoin ?

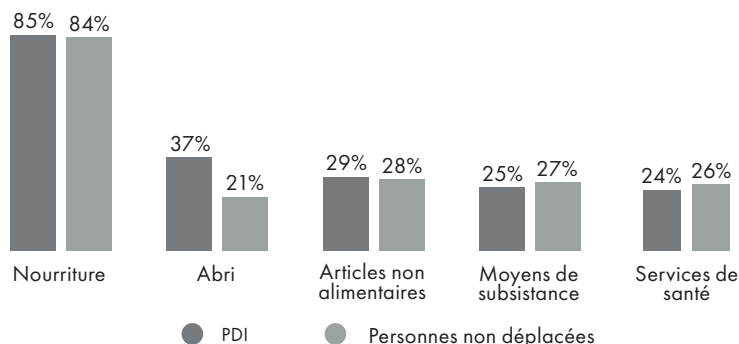


Seulement 35% des personnes affectées interrogées pensent que l'aide qu'elles reçoivent répond à leurs besoins prioritaires. Des protocoles de partage de l'information clairs et des processus de ciblage transparents ont un impact direct sur la mesure dans laquelle les gens perçoivent l'aide comme étant adaptée. Ceux qui se sentent informés concernant l'assistance disponible³, et ceux qui pensent que l'aide va à ceux qui en ont le plus besoin⁴ sont plus susceptibles de penser que l'aide couvre leurs besoins.

L'aide reçue couvre-t-elle vos besoins les plus importants ?




Quels sont vos besoins essentiels qui ne sont pas satisfaits ? (n=1243)




* Les répondants ayant pu donner plusieurs réponses, la somme des pourcentages pour chaque phase de collecte de données n'est pas égale à 100%.

Les données de REACH font écho à ces observations : les besoins prioritaires des ménages comprennent l'accès à la nourriture (32% des personnes non déplacées, 78% des PDI), aux activités génératrices de revenus (25% des personnes non déplacées, 7% des PDI), les services de santé (12% des personnes non déplacées) et des abris (4% des PDI)⁵.

Les répondants expliquent que l'aide apportée est insuffisante soit parce que la quantité fournie était faible dès le début, soit parce que les communautés partagent l'aide avec ceux qui n'en ont pas encore reçu. « Les humanitaires doivent réévaluer l'assistance fournie, parce que notre nombre a augmenté mais que la quantité d'aide est la même », recommande un homme déplacé à Ouahigouya. Parce que l'aide est insuffisante, la plupart des gens semblent utiliser tout ce qu'ils reçoivent. Ceux qui déclarent vendre l'aide (9%) nous disent que la nourriture (73%) est l'article qu'ils vendent le plus pour obtenir de l'argent, qu'ils utilisent ensuite pour acheter d'autres types d'aliments (74%).

 70% des humanitaires interrogés (n=204) pensent que l'aide est apportée au bon moment.

 73% des acteurs humanitaires interviewés (n=204) pensent que l'assistance que fournit leur organisation couvre les besoins les plus essentiels des gens.

Les principaux besoins non satisfaits des populations affectées, selon les humanitaires interrogés (n=204) :

- 69% Activités génératrices de revenus
- 61% Services d'eau, d'assainissement et d'hygiène (EAH)
- 59% Éducation
- 58% Nourriture
- 58% Soutien psychologique

L'abri (56%), les services de protection (53%), de santé (47%), et les articles non alimentaires (44%) sont également fréquemment mentionnés. Pour autant, le besoin urgent d'aide alimentaire n'est pas autant souligné parmi les humanitaires qu'il l'est au sein des populations affectées.

³ Coefficient de Pearson : 0,34.

⁴ Coefficient de Pearson : 0,30.

⁵ REACH. Décembre 2021. « MSNA 2021 Bulletin ».

Les gens savent que les ressources des organisations humanitaires sont limitées, mais pensent que l'offre d'aide actuelle pourrait au moins soutenir chaque personne une fois. « Avec le temps, nous trouverons des solutions à long terme. Je demande que les humanitaires travaillent pour que chaque PDI bénéficie de l'aide et ne sente pas marginalisée. Nous devons mettre en place un mécanisme qui permettrait aux PDI d'être soutenue au moins une fois. Nous devons garantir ce minimum : que chaque PDI se sente prise en compte », déclare un homme déplacé à Ouahigouya.

Les membres de la communauté hôte se sentent mis à rude épreuve par le nombre grandissant de gens arrivant dans leur région. Une femme membre de la communauté hôte à Kaya explique : « Nous avons partagé [nos champs] avec les PDI, ce qui signifie que nos récoltes diminuent. Les humanitaires devraient donc fournir de la nourriture. » Les communautés affectées pensent que certains leaders communautaires favorisent ceux dont ils savent qu'ils reçoivent l'aide au détriment des autres. Ce déséquilibre risque d'attiser les tensions entre ces PDI et les personnes non déplacées, ou au sein des groupes de même statut, alors que les besoins se font plus urgents.

Au-delà de l'aide alimentaire, les autres besoins essentiels persistent. « L'eau est une ressource rare ici donc je voudrais une pompe à eau », déclare une femme déplacée à Ouahigouya. Les besoins en abris ne sont qu'à moitié satisfaits. « À l'heure actuelle, nous avons des problèmes de logement pour les PDI nouvellement arrivées, beaucoup dorment dehors. L'Action Sociale a effectué le ciblage, mais rien... Le problème ne se limite pas aux dons d'abris. Si on vous donne un abri, mais que vous n'avez pas d'endroit où l'installer, comment faites-vous ? », interroge un homme déplacé à Ouahigouya. Ceux qui ont des abris s'inquiètent de la qualité. « Une fois, un des enfants sur le site a été blessé quand le vent a démoli une tente », précise un homme déplacé à Kaya.

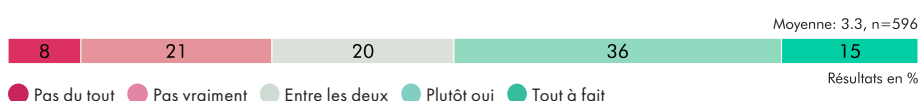
Participer à la planification est hors de portée

Prendre en compte les opinions des gens dans la planification est primordiale pour s'assurer que l'aide leur est effectivement utile. Ceux qui pensent qu'on prend leur opinion en compte ont davantage tendance à penser que l'assistance qu'ils reçoivent répond à leurs besoins essentiels⁶. Sur les 38% qui ont déclaré avoir été consultés par les humanitaires, seulement un tout petit peu plus de moitié pensent que les fournisseurs d'aide ont écouté ce qu'ils avaient à dire. Moins de PDI (47%) que de personnes non déplacées (56%) estiment que leur opinion est prise en considération.

Avez-vous été consulté sur la programmation de l'aide humanitaire dans votre région ?



Pensez-vous que vos points de vue sont pris en compte par les fournisseurs d'aide au sujet de l'assistance que vous recevez ?



Étant donné que le type d'aide préféré des répondants dépend en fonction de besoins spécifiques (beaucoup étant en faveur d'une combinaison des transferts monétaires et d'aide en nature), il est essentiel d'impliquer les communautés dans les phases de conception du projet pour s'assurer que les bénéfices et les risques des choix du programme soient correctement évalués.



Quand on leur demande si leur organisation travaille régulièrement avec les communautés affectées à toutes les étapes du projet, la plupart des travailleurs humanitaires interrogés (n=204) déclarent impliquer les communautés lors des phases de mise en œuvre (76%) et d'évaluation (71%) du projet. Moins nombreux sont ceux qui pensent que populations affectées sont impliquées lors de la phase de conception du projet (41%).

74% des humanitaires interrogés pensent qu'ils ont suffisamment d'informations concernant les préférences des bénéficiaires de l'aide pour prendre des décisions éclairées.

81% disent que leur organisation prend des mesures correctives en fonction du retour qu'ils reçoivent de la part des communautés affectées lors de la mise en œuvre du projet.

⁶ Coefficient de Pearson : 0,36.

Puisque la nourriture est le besoin le plus pressant, beaucoup ont insisté sur le fait que l'aide en nature est la plus efficace. Comme le dit un homme non déplacé à Kaya : « **Il y a une famine, et nous devons vivre.** » D'autres reconnaissent que l'aide en nature est la seule manière de répondre aux besoins en matière d'abri et d'obtenir les outils d'agriculture nécessaires pour commencer à gagner sa vie. Les gens identifient également les bénéfices d'une aide en nature :

1. L'ensemble du ménage en profite : « **Si ce sont des transferts monétaires, l'homme ne les montrera pas à sa femme, et la femme ne les donnera pas à ses enfants. Mais si c'est de la nourriture, tout le monde mangera** », déclare une femme déplacée à Ouahigouya.
2. Cela n'entraîne pas de coûts associés : « **L'aide en nature est préférable aux transferts monétaires. On en profite davantage. J'ai reçu des toilettes, et je n'ai pas eu à m'inquiéter de leur coût** », explique un homme non déplacé à Kaya.

Les répondants rapportent que les transferts monétaires provoquent une inflation des prix dans les marchés locaux, diminuant le pouvoir d'achat des populations. D'autres disent que les transferts monétaires sont plus difficiles à partager au sein de la communauté, et pourraient mener à des tensions interfamiliales. « **Les transferts monétaires sont source de problème. Imaginez une femme recevant son argent, et que son mari le lui prenne. Elle ne va pas apprécier ça** », explique une femme déplacée à Kaya. Beaucoup remarquent que, tout comme l'aide en nature, les transferts monétaires qu'ils ont reçu n'a pas été suffisant pour répondre à leurs besoins.

Ceux qui préfèrent les transferts monétaires, uniquement ou en supplément à l'aide en nature, expliquent qu'ils leur permettent de choisir comment répondre à leurs besoins, un point de vue [partagé par des répondants vivant d'autres crises humanitaires](#). « **Très souvent, des problèmes surgissent qui nécessitent de l'argent. La nourriture, c'est bien, mais ça ne résout pas tous les problèmes** », déclare une femme déplacée à Kaya. [Les gens insistent également fortement sur le besoin de transferts monétaires pour les aider à gagner leur vie et à répondre à leurs besoins à long terme.](#)

Des mécanismes de plaintes peu connus et insuffisamment utilisés

Les gens disent qu'ils souhaitent exprimer des plaintes à propos de l'aide. Pourtant, seulement 38% savent comment le faire. L'enquête de REACH a également observé que la connaissance des mécanismes de plainte restait faible⁷. Encore une fois, une amélioration du partage de l'information est nécessaire. « **Nous comptons sur les formations pour nous aider à apprendre comment formuler des plaintes concernant l'aide** », explique une femme non déplacée à Kaya.

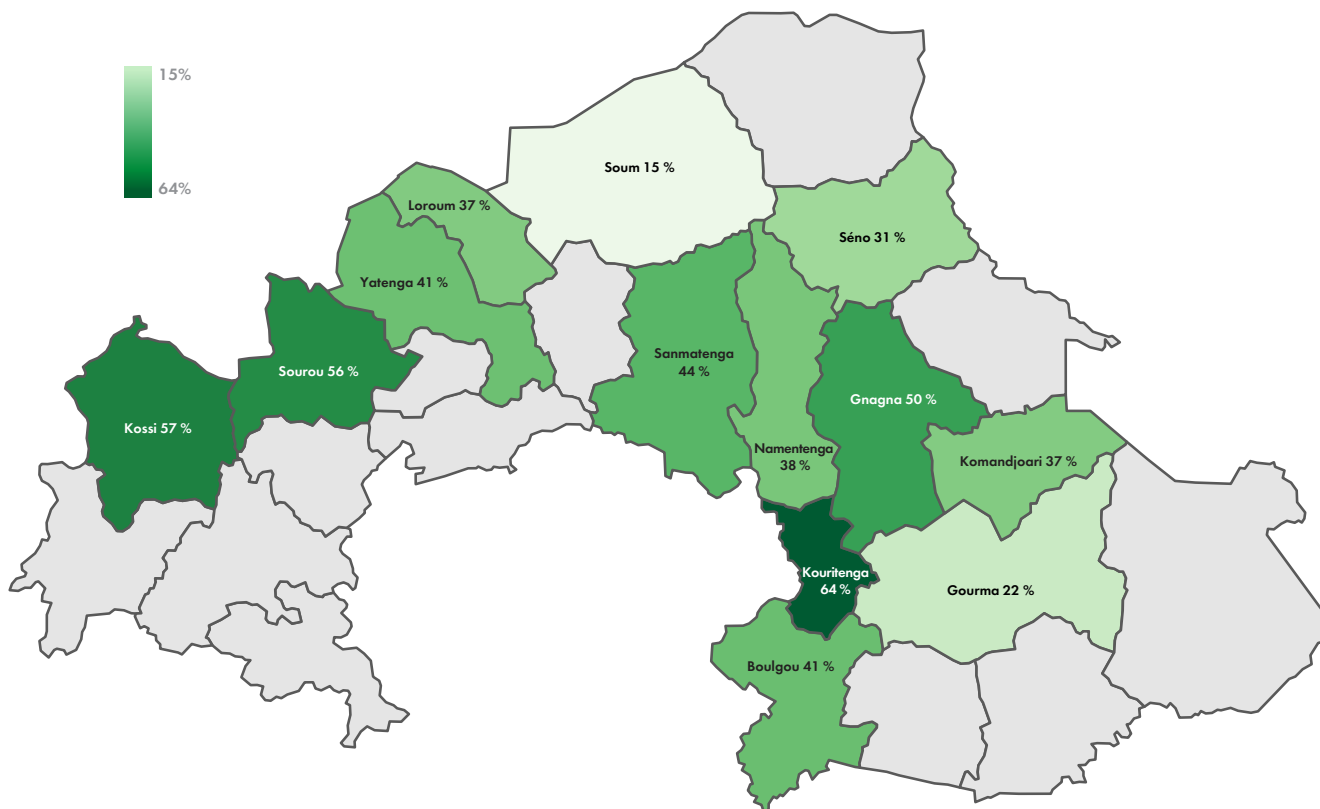
Savez-vous comment faire des suggestions ou vous plaindre des services humanitaires auprès de ceux qui fournissent l'aide ?



74% des travailleurs humanitaires interrogés (n=204) pensent que les populations affectées savent comment formuler des plaintes à propos de l'aide humanitaire.

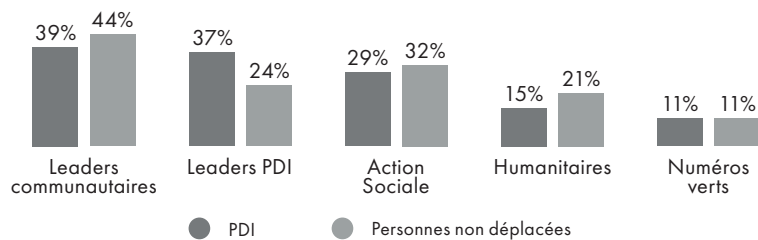
⁷ 15% des ménages non déplacés contre 39% des ménages PDI ont rapporté avoir connaissance de l'existence des mécanismes de plaintes et de retour d'information. REACH. Décembre 2021. « [MSNA 2021 Bulletin](#) ».

Si la connaissance moyenne des mécanismes de gestion des plaintes reste basse, elle est plus élevée dans les provinces du Kouritenga (64%), de la Kossi (57%), et du Sourou (56%) notamment.



*La carte ci-dessus permet de comparer les différences de perceptions en fonction des provinces. Les perceptions les moins positives sont représentées en vert clair et les perceptions les plus positives en vert foncé. Bien qu'une zone en vert foncé indique que les gens s'y sentent mieux informés que ceux des provinces voisines concernant la manière dont les bénéficiaires de l'aide sont sélectionnés, cela ne signifie pas nécessairement pour autant qu'ils sont très bien informés concernant le processus de ciblage. Les pourcentages indiquent le pourcentage moyen de personnes par province qui savent comment se plaindre de l'aide humanitaire.

Quels mécanismes de gestion des plaintes connaissez-vous ? (n= 740)

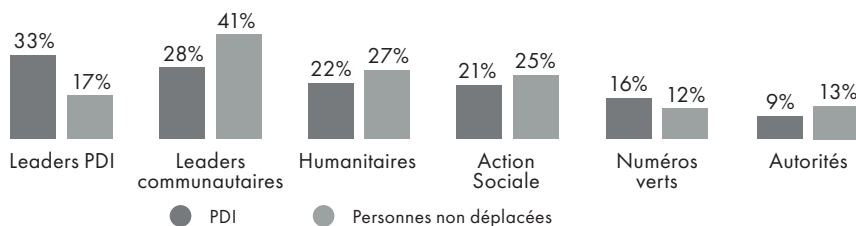


Les principaux mécanismes de gestion des plaintes mis en place, selon les acteurs humanitaires interrogés :

- 64% Numéros verts
- 57% Leaders communautaires/PDI
- 55% Humanitaires
- 51% Comités de gestion des sites
- 40% Autorités locales

* Les répondants ayant pu donner plusieurs réponses, la somme des pourcentages pour chaque phase de collecte de données n'est pas égale à 100%.

Comment préférez-vous faire une suggestion ou plainte auprès de ceux qui fournissent l'aide ? (n= 1700)



* Les répondants ayant pu donner plusieurs réponses, la somme des pourcentages pour chaque phase de collecte de données n'est pas égale à 100%.

Les populations nous disent qu'elles préfèrent formuler des plaintes concernant l'aide à leurs leaders communautaires. Pourtant, avec 62% de gens qui se sentent encore mal informés concernant les mécanismes de gestion des plaintes, il est nécessaire d'être clair sur la manière dont les humanitaires recevront et répondront aux plaintes en passant par les leaders communautaires. Les répondants veulent aussi être impliqués dans la mise en place de ces protocoles. **« Je suggère que nous choissions quelqu'un de notre communauté qui peut nous représenter. Cela faciliterait l'accès à l'information concernant les processus liés aux plaintes »**, déclare une femme déplacée à Kaya. D'autres soulignent que mettre en place de tels systèmes n'est pas quelque chose qu'il suffit de faire une fois, pour ne plus s'en occuper ensuite. Les humanitaires doivent au contraire soutenir sans cesse ces représentants. **« Si nos représentants sont aidés dans leur tâche, cela sera avantageux pour nous parce qu'ils nous écouteront et feront passer ces plaintes rapidement. Souvent, ils n'ont même pas de crédit téléphonique pour appeler l'Action Sociale »**, explique un homme déplacé à Kaya.

Les numéros verts sont plébiscités par beaucoup de fournisseurs d'aide, mais ils pourraient bien ne pas être le meilleur choix si les communautés préfèrent se tourner directement vers leurs leaders PDI/communautaires pour soumettre leurs plaintes. La plupart des répondants de l'entretien qualitatif à Ouahigouya notent qu'un numéro vert existe dans leur localité, mais leurs opinions divergent quant à son efficacité. **« On appelle, mais personne ne répond. C'est ça qui arrive normalement. Pourtant, on nous dit que le numéro vert est disponible 24h/24 »**, déclare un homme déplacé.

PAROLE AUX FEMMES

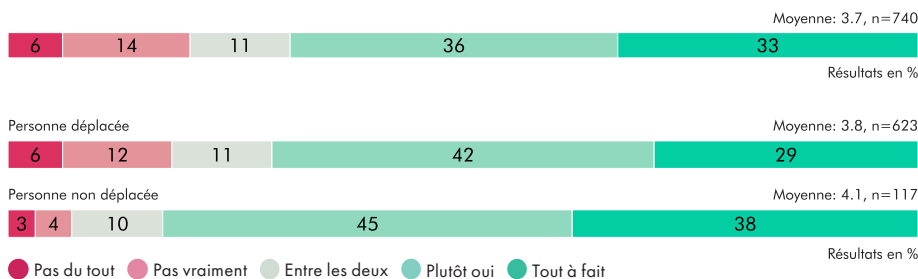
Trente-neuf pour cent des femmes savent comment formuler une plainte, contre 48% des hommes. Les femmes soulignent que ne pas savoir comment se plaindre vient du fait qu'elles sont moins informées concernant le programme d'aide en général. **« C'est vrai, on nous ignore. C'est toujours comme ça, la femme est en arrière-plan »**, déclare une femme déplacée à Kaya.

Celles qui savent comment soumettre une plainte expliquent qu'elles peuvent aller voir un leader communautaire qui partagera leur problème avec le Conseil Villageois de Développement (CVD) local.

Soixante-huit pour cent des femmes se sentent à l'aise pour formuler des plaintes, contre 77% des hommes. Notre étude montre que si les femmes n'ont pas de représentante, elles ne sentent pas à l'aise pour partager leur plainte avec les représentants masculins de leur communauté. Et même si elles ont effectivement une représentante, celle-ci doit tout de même soumettre sa plainte à un homme du CVD/de l'Action Sociale. Cela pourrait expliquer pourquoi seulement 26% des femmes disent qu'elles ont déjà soumis une plainte, contre 40% des hommes. Parmi celles qui l'ont fait, elles sont moins nombreuses (62%) que les hommes (68%) à avoir reçu une réponse à leur plainte.

Les PDI se sentent moins à l'aise pour formuler une plainte (71%) via les mécanismes de gestion des plaintes qu'elles connaissent que les personnes non déplacées (83%), même si, en moyenne, les gens se sentent à l'aise pour le faire (69%).

Vous sentez-vous à l'aise de faire une plainte ou une suggestion en utilisant l'un des mécanismes que vous connaissez ?



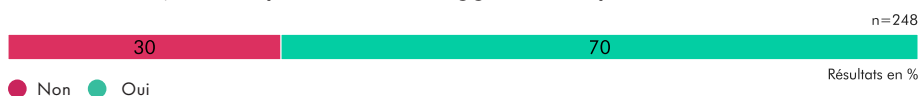
Parmi ceux qui savent comment soumettre une plainte, 34% en ont déjà soumise. La plupart (70%) ont reçu une réponse. Ceux qui ont reçu une réponse sont plus susceptibles d'estimer que leur opinion est prise en compte par les fournisseurs d'aide, ce qui confirme qu'être responsable et redevable face aux communautés affectées ne passe pas seulement par le fait d'avoir des protocoles et des systèmes en place, mais bien d'agir en fonction des retours d'information récoltés⁸. « À quoi sert d'envoyer une plainte si les gens qui doivent y répondre n'y répondent pas... », déclare un homme non déplacé à Ouahigouya.

Certaines personnes ont également soulevé la question de la protection pendant nos entretiens. Les répondants qui disaient avoir déjà reçu une réponse à une plainte étaient plus susceptibles de vouloir être mis en contact avec un agent chargé de la protection pour partager leur expérience de mauvais traitement, de harcèlement ou d'abus⁹. Les gens ont plus tendance à partager leur opinion et leur expérience quand ils pensent que des changements réels et concrets seront faits.

Avez-vous déjà fait une suggestion ou une plainte auprès de ceux qui fournissent l'aide ?



Avez-vous reçu une réponse à votre suggestion ou plainte ?



96% des humanitaires interrogés (n=204) pensent que les personnes affectées recevront une réponse si elles soumettent une plainte.

L'incertitude engendre l'insécurité

La perception que les gens ont de leur sécurité comprend leur sentiment en matière de sécurité physique, leur capacité à répondre à leurs besoins, ainsi que leur bien-être psychologique.

La plupart des répondants déclarent se sentir en sécurité quand ils se déplacent pour recevoir l'aide (80%) et quand ils se trouvent sur les sites de distribution (79%).

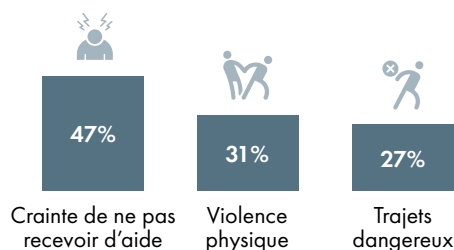
Vous sentez-vous en sécurité sur le trajet en allant chercher les biens, l'argent, ou les services humanitaires et en rentrant après avoir reçu ces biens ou services ?



⁸ Coefficient de corrélation de Pearson : 0,41.

⁹ Coefficient de corrélation de Pearson : 0,38.

Pourquoi vous ne vous sentez pas en sécurité quand vous êtes en train d'aller chercher l'aide humanitaire ou lorsque vous en revenez ? (n=354)

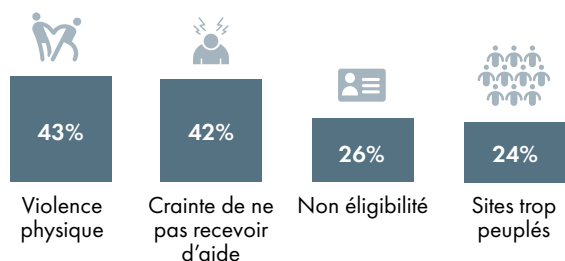


*Les répondants ayant pu donner plusieurs réponses, la somme des pourcentages pour chaque phase de collecte de données n'est pas égale à 100%.

Vous sentez-vous en sécurité sur les sites de distribution ?



Pourquoi ne vous sentez-vous pas en sécurité sur les sites de distribution ? (n=376)

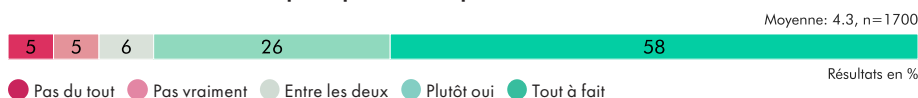


*Les répondants ayant pu donner plusieurs réponses, la somme des pourcentages pour chaque phase de collecte de données n'est pas égale à 100%.


Les communautés doivent être consultés lors de la sélection des sites de distribution pour s'assurer qu'ils soient accessibles à tous. « **Je traverse un grand bas-fond pour venir ici, donc ce serait mieux si les sites de distribution étaient plus proches de chez soi** », déclare une femme non déplacée à Bilanga. Les gens veulent aussi l'assurance de pouvoir se déplacer pour recevoir l'assistance humanitaire en toute sécurité. « **Sécurisez le trajet par la présence de forces de l'ordre** », recommande une femme déplacée à Bilanga.

Sur les sites d'aide, les gens demandent une présence sécuritaire renforcée afin de maintenir un environnement sûr. « **Sécuriser les sites de distribution avec des forces chargés de la sécurité nous permettra d'avoir le cœur libéré, de prendre notre nourriture en toute tranquillité, et de retourner à la maison dans la joie** », déclare une femme déplacée à Kossouka. D'autres recommandent d'augmenter le nombre de travailleurs humanitaires (qui doivent porter des gilets afin d'être clairement identifiables) sur le site pour assurer l'ordre. « **Je voudrais que les humanitaires soient présents lors des distributions et demander aux PDI de rester calmes afin que le partage soit efficace et se fasse dans de bonnes conditions** », déclare une femme déplacée à Ouahigouya. Ceux qui se sentent en sécurité sur les lieux de distribution de l'aide sont davantage susceptibles de se sentir respectés par le personnel humanitaire.

Êtes-vous traité avec respect par ceux qui fournissent l'aide ?



Des distributions chaotiques peuvent les transformer en proposition à haut risque pour certaines personnes. Quand ils sont dans une large foule, les répondants craignent de pouvoir représenter une cible idéale pour une attaque armée. Les bénéficiaires de l'aide

 **83%** des humanitaires interrogés (n=204) pensent que le personnel de leur organisation comprend les normes de comportements attendues et **98%** savent comment signaler des cas d'exploitation sexuelle, d'abus, de harcèlement perpétrés par des travailleurs humanitaires.

demandent aux humanitaires de mieux organiser les distributions en les faisant en plus petits groupes (certains suggèrent d'établir ces groupes par genre, par site/lieu, or par village d'origine) et de faire venir uniquement ceux qui sont éligibles à une distribution donnée. Ceci évitera les larges foules, réduira les risques de violence physique, et rendra le processus plus efficace.

Une autre inquiétude est que si les distributions sont mal gérées, les gens risquent de rentrer chez eux une fois la nuit tombée. « **Je voudrais que le personnel nous libère du site de distribution à une certaine heure pour que nous puissions rentrer tôt, par exemple à 16h. Sinon, on est retenu jusqu'à tard le soir, et ils viennent nous dire de rentrer chez nous et de revenir demain** », déclare un homme déplacé à Ouahigouya. « **Maintenant la nuit c'est difficile pour nous. On a peur** », ajoute-t-il. D'autres suggèrent que les humanitaires organisent simplement des [transferts d'argent](#), évitant ainsi les inquiétudes liées au surpeuplement des sites et simplifiant les choses.

Beaucoup de gens préféreraient que l'aide soit distribuée individuellement et discrètement à chaque ménage, là où il vit, pour éviter les larges foules et les trajets dangereux. « **Pour éviter l'insécurité sur le chemin, c'est mieux que la distribution soit faite chez les bénéficiaires** », déclare un homme déplacé à Fada N'Gourma.

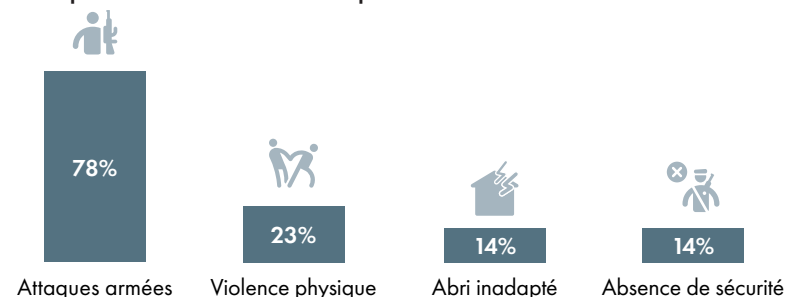
L'angoisse de ne pas recevoir d'aide se manifeste comme une inquiétude majeure liée à la sécurité, et est une raison supplémentaire pour que [les humanitaires améliorent au plus vite la communication expliquant qui est éligible à l'aide](#). « **Contactez seulement les gens dont vous êtes sûrs qu'ils recevront l'aide au lieu de rassurer tout le monde et de les renvoyer ensuite chez eux sans rien. C'est dur à digérer** », déclare une femme déplacée à Titao. Les répondants recommandent que [les fournisseurs d'aide expliquent les critères de sélection](#), rendent ensuite la liste des bénéficiaires disponible publiquement, pour que les gens sachent qui est éligible. Beaucoup préféreraient que les humanitaires leur téléphonent pour les informer d'une distribution prochaine, ce qui pourrait être déterminant pour ceux qui sont analphabètes et ne peuvent donc pas lire les listes rendues publiques.

Cinquante-deux pour cent des répondants déclarent se sentir en sécurité où ils vivent. « **Les nouveaux arrivants se sentent un peu plus en sécurité qu'ils ne l'étaient avant de venir ici. Ils ont trouvé un calme relatif** », explique un homme non déplacé à Ouahigouya. Mais la peur d'une attaque terroriste déteint sur la vie des gens. « **J'ai constamment peur parce que nous n'avons pas les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) de notre côté, et nous sommes dans des réserves vides à perte de vue. La nuit, il fait sombre. Il n'y a pas de lumière. J'ai peur d'une attaque surprise des terroristes sans que l'on ne reçoive aucune aide car j'ai déjà vu la manière dont ils procèdent** », déclare un homme déplacé à Kaya. Les autres se sentent de moins en moins en sécurité à mesure qu'augmente le nombre de personnes déplacées. « **Les personnes déplacées présentes depuis plus longtemps ont peur de la vie ici... Elles savent que le site n'est plus aussi sûr qu'il l'était au début** », déclare un homme non déplacé à Ouahigouya.


Vous sentez-vous en sécurité là où vous résidez ?



Pourquoi ne vous sentez-vous pas en sécurité là où vous résidez ?



*Les répondants ayant pu donner plusieurs réponses, la somme des pourcentages pour chaque phase de collecte de données n'est pas égale à 100%.

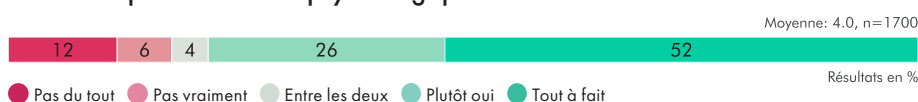
 **78%** des travailleurs humanitaires interrogés (n=204) se sentent en sécurité sur leur environnement de travail et dans leur hébergement s'ils travaillent loin de chez eux. Ceux qui ne se sentent pas en sécurité sont ceux qui travaillent dans des lieux très peu sûrs, et ils partagent les peurs des populations affectées face à une possible attaque.

« **Je suis dans un bureau de secteur situé dans une région présentant un gros risque concernant la sécurité en raison d'attaques récurrentes. J'ai vraiment très peur, et je ne sais pas quel jour je me trouverai moi aussi parmi les victimes d'une attaque.** » – Travailleur humanitaire national

Les gens veulent une sécurité renforcée, notant la nécessité d'un déploiement ou d'une augmentation des forces de sécurité près de là où ils vivent. D'autres demandent plus d'intervention de la part du gouvernement pour en finir avec les attaques dans la région. « Une sécurité réelle exige qu'on repousse les terroristes loin de nos villages et de nos terres, pour que l'on puisse retourner à notre agriculture », explique un homme à Ouahigouya.

Beaucoup de répondants ont partagé avoir vécu des expériences traumatisantes graves, et 78% pensent que leur communauté a besoin de soutien psychologique. Les PDI nouvellement arrivées sont les plus vulnérables. « Même le bruit d'une moto suffit à les faire fuir », explique une femme déplacée à Kaya. Parmi les suggestions sur la manière dont les humanitaires peuvent soutenir le bien-être psychologique des gens : fournir des centres de santé, créer des forums pour que les gens parlent à des psychologues, et organiser des activités comme des séances de visionnage de film, pour aider les gens à « s'évader et à oublier leurs problèmes ».

Au vu du contexte actuel, pensez-vous que vous ou votre communauté auriez besoin de plus de soutien psychologique ?



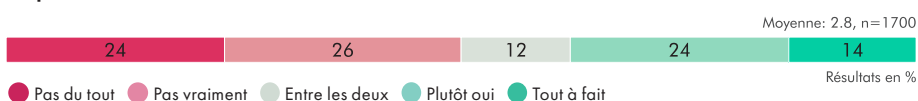
♀ PAROLE AUX FEMMES

Les femmes déclarent se sentir moins en sécurité que les hommes dans leur quotidien (43% contre 48%), sur le trajet pour recevoir l'aide (74% contre 82%), et sur les sites de distribution de l'aide (75% contre 80%). Si les hommes et les femmes révèlent un même niveau de peur constante de vivre une attaque armée, davantage de femmes (54%) que d'hommes (38%) déclarent craindre de ne pas recevoir d'aide, ce qui signifie qu'une communication défaillante concernant qui recevra l'aide ajoute un fardeau supplémentaire à l'insécurité des femmes.

L'aide humanitaire d'urgence n'est pas suffisante

Quand l'aide ne couvre pas les besoins essentiels des gens, ils ne peuvent pas penser à leur avenir. « On ne devrait même pas parler de chocs. On devrait se demander si l'aide actuelle peut déjà permettre aux gens de rester sur le site », explique un homme déplacé à Ouahigouya. Trente-huit pour cent des répondants pensent que l'assistance humanitaire qu'ils reçoivent aujourd'hui leur permet de se préparer à l'éventualité d'un nouveau choc, et la même proportion de gens pensent que l'aide qu'ils reçoivent leur permet de prévoir leur avenir.

Pensez-vous que l'assistance que vous recevez aujourd'hui renforce votre capacité à faire face aux difficultés, si un nouveau choc survient demain ?

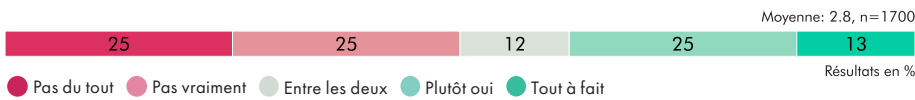


21% des membres du personnel humanitaire interrogés (n=204) déclarent avoir fait face à des niveaux de stress dépassant leurs limites au cours des trois derniers mois, et 59% d'entre eux pensent qu'ils ont suffisamment d'opportunités de parler des défis soulevés par leur profession. 90% savent comment formuler des suggestions ou des plaintes à leur organisation.



68% des humanitaires interrogés (n=204) pensent que l'assistance apportée par leur organisation aujourd'hui renforce la capacité des bénéficiaires de l'aide à gérer un éventuel choc qui surviendrait demain.

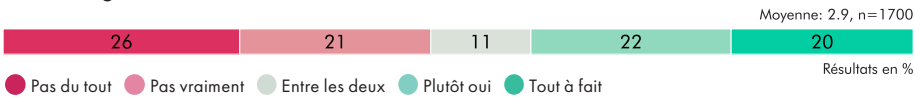
Pensez-vous que l'aide vous permet de mieux vous projeter dans le futur ?



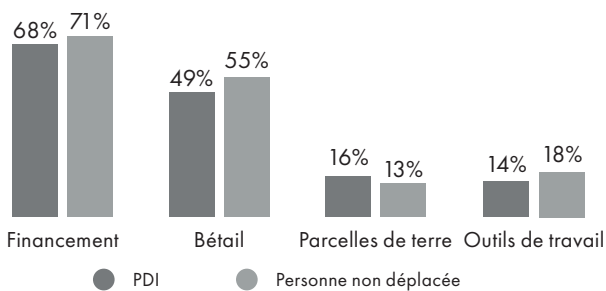
L'insécurité augmentant et plus de Burkinabè fuyant leurs foyers, les humanitaires se concentrent sur sauver des vies et fournir des solutions à court terme. Pourtant, les causes profondes du conflit entre les peuples (le terrorisme et la vulnérabilité chronique aux variations climatiques) ne sont pas des problèmes à court terme. C'est une vision bien limitée qu'ont les gouvernements, les donateurs et les acteurs humanitaires quand ils gèrent les nouveaux afflux de population en considérant que l'aide humanitaire d'urgence est la seule priorité. La réponse humanitaire au Burkina Faso a organisé des appels de fonds de manière récurrente depuis 2013, de plus en plus depuis 2019, mais l'aide d'urgence et à court terme ne permet pas aux populations de s'en sortir seules¹⁰. L'aide humanitaire doit répondre aux besoins immédiats des gens, mais aussi les préparer pour le long terme. Comme le formule un homme déplacé à Ouahigouya : « Je demanderais aux humanitaires de nous apprendre à pêcher, plutôt que nous donner du poisson tous les jours. Aidez-nous simplement pour l'emploi et le commerce. Cela nous aidera à faire face à de nouveaux chocs. » La coordination de la réponse est consciente de cela et prévoit de concrétiser le Nexus Humanitaire-Développement-Paix en 2022, avec une concentration particulière sur le développement du nouveau plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, qui devrait mettre en relation des projets de réponse humanitaire urgente avec des programmes de développement durable¹¹.

Seulement 42% des personnes interrogées pensent qu'elles peuvent gagner leur vie dans l'économie locale. Les PDI (37%) sont moins confiantes que les personnes non déplacées (47%) quant à la possibilité de gagner leur vie, même si les opinions des deux groupes restent très négatives.

Vous et votre ménage immédiat pouvez-vous gagner votre vie à travers les activités génératrices des revenus dans votre localité ?



De quoi pensez-vous avoir besoin pour gagner votre vie ? (n=1048)



* Les répondants ayant pu donner plusieurs réponses, la somme des pourcentages pour chaque phase de collecte de données n'est pas égale à 100%.



55% des humanitaires interrogés (n=204) pensent que l'assistance que fournit leur organisation permet aux bénéficiaires de l'aide de préparer leur avenir. Renforcer la résilience à long terme des populations nécessite une coordination entre les acteurs humanitaires et ceux du développement, pourtant seulement 47% du personnel humanitaire pensent qu'il y a une coopération efficace entre ces deux secteurs. Alors qu'on parle beaucoup d'adapter l'aide à un niveau local, 90% des humanitaires interrogés pensent qu'il n'y a pas suffisamment de soutien pour les organisations humanitaires locales et nationales au Burkina Faso. Le personnel humanitaire pense que ces organisations ont besoin de plus de soutien du point de vue de la formation (81%), de l'organisation (76%), et de l'aspect financier (75%).



Principaux types d'aide ou de modifications réglementaires contribuant de manière positive au bien-être des populations affectées, selon les travailleurs humanitaires (n=204):

77% Formations spécialisées

69% Financement

64% Argent

63% Parcelles de terre

61% Outils de travail

¹⁰ OCHA. 2022. « Burkina Faso: Part Two Inter-Agency Appeals ».

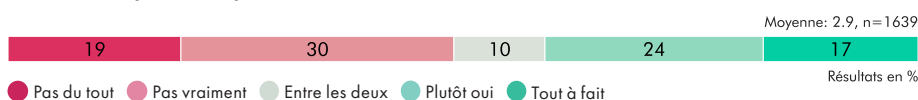
¹¹ OCHA. 2022. « Operationalizing the Humanitarian-Development-Peace Nexus Through Basic Social Services and Durable Solutions ».

Les gens demandent des formations professionnelles, notamment dans la fabrication du savon, la coiffure, le tissage/la couture, l'agriculture, les petites entreprises, la menuiserie, et l'exploitation agricole/l'élevage. Un homme déplacé à Ouahigouya explique : « **Beaucoup d'entre nous étions des commerçants, des agriculteurs, des éleveurs. Nous pouvons fabriquer des produits à vendre et beaucoup d'autres choses si nous bénéficions de formations. L'aide humanitaire complèterait alors ce que nous gagnons de nos activités.** »

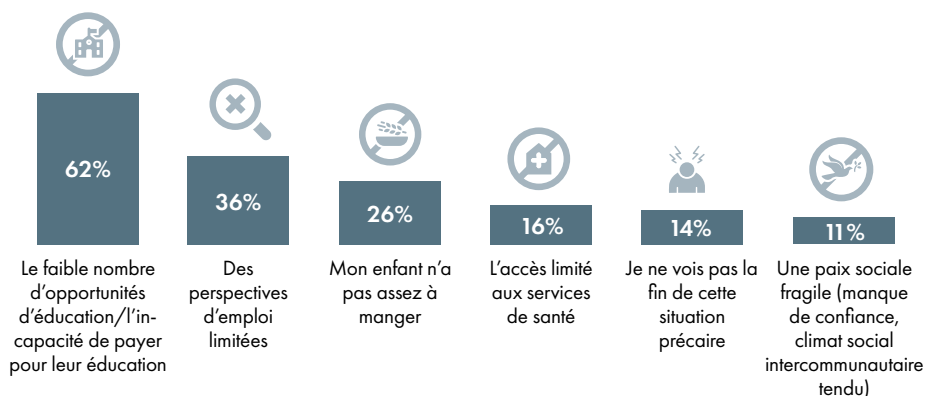
Les programmes de subsistance, en particulier ceux qui se concentrent sur l'exploitation agricole et l'élevage, devraient aussi prendre en compte les conséquences à long terme sur la communauté et l'environnement. « **Je veux protéger notre terre... Si un jour les PDI s'en vont, limitons la dégradation de la terre** », déclare un homme non déplacé à Kaya.

Quarante et un pour cent des répondants qui sont parents ou tuteurs se sentent optimistes face aux perspectives de leurs enfants. Les PDI se sentent moins positives (43%) que les personnes non déplacées (51%). Les parents ont besoin d'être assurés que les besoins essentiels de leurs enfants seront satisfaits. « **Nous voulons des vêtements, des chaussures, de la nourriture, et de l'argent pour la scolarité des enfants** », déclare une femme déplacée à Ouahigouya.

Êtes-vous optimiste quant à l'avenir de votre enfant ou vos enfants ?



Quelles sont vos principales préoccupations liées à l'avenir de votre enfant ou de vos enfants ? (n = 918)



* Les répondants ayant pu donner plusieurs réponses, la somme des pourcentages pour chaque phase de collecte de données n'est pas égale à 100%.

Recommandations des populations affectées par la crise

Les recommandations suivantes regroupent les suggestions directement formulées par les répondants et l'analyse faite par l'équipe GTS des réponses des personnes affectées. Agir suite à ces recommandations nécessite une collaboration à tous les niveaux de la réponse humanitaire.

Cliquez sur une recommandation pour être immédiatement renvoyé à la citation ou à l'observation correspondante.

PARTAGE DE L'INFORMATION

- | | |
|---|--|
| Fréquence | <ul style="list-style-type: none">• Régulariser la manière dont l'information est partagée, et sous quel format. Les populations ont besoin de savoir quand elles devraient recevoir des informations de la part des leaders communautaires, et quand se rendre à des réunions communautaires.• Mettre en place des calendriers pour que les informations puissent être communiquées aux communautés plusieurs jours avant la séance d'enregistrement, la distribution, ou le service en question. |
| Canaux de communication | <ul style="list-style-type: none">• Communiquer avec différents leaders communautaires appartenant à différents groupes démographiques (par exemple hommes/femmes, PDI/personnes non déplacées, personnes en situation de handicap, jeunes, et personnes âgées) pour s'assurer que les informations soient largement partagées et éviter que les communautés considèrent le partage d'information comme étant biaisé. Ces leaders doivent être nommés par les communautés qu'ils représentent, pas par les travailleurs humanitaires. Inviter ce groupe plus large et représentant davantage de diversité à tous les événements de partage d'information.• S'assurer que les leaders communautaires se mettent en relation avec les nouvelles personnes dès leur arrivée pour que ces dernières soient au courant des canaux de communication mis en place et qu'elles aient accès à des informations utiles concernant l'aide disponible.• Mettre en place des ateliers de formation réguliers pour que les leaders communautaires discutent des compétences efficaces à avoir en termes de communication. Ces ateliers doivent identifier des protocoles de communication efficaces permettant de toucher la population ciblée en question ; de discuter de la manière de partager l'information avec ceux qui quittent le site ; et d'identifier les dynamiques culturelles où les femmes reçoivent généralement leurs informations via leur mari.• Mettre en place des systèmes encourageant les leaders communautaires à agir responsablement quant au partage de l'information avec la communauté qui leur a été assignée, afin que les communautés puissent formuler des plaintes, et les leaders être pénalisés ou remplacés si l'on juge qu'ils ne mènent pas correctement leurs tâches de partage de l'information. |
| Information concernant le processus de ciblage | <ul style="list-style-type: none">• Dire quel type de groupe démographique est ciblé par tel programme, la manière dont ces processus de ciblage sont opérés (par exemple comment la liste des personnes affectées a été ou sera dressée) et expliquer que les informations ultérieures ne seront adressées qu'aux bénéficiaires de l'aide sélectionnés – tout ceci avant de partager la liste finale des bénéficiaires de l'aide.• Expliquer les contraintes : pourquoi la programmation humanitaire ne s'adresse pas à tout le monde, ou uniquement une partie précise d'un groupe démographique donnée, et pourquoi l'aide a diminué ou n'a pas encore augmenté alors qu'un nombre grandissant de gens en ont besoin. |
| Information concernant la distribution | <ul style="list-style-type: none">• Communiquer les calendriers de distribution. Limiter au maximum les changements de calendriers quand cela est possible, et communiquer sur les projets retardés ou modifiés. |

SÛRETÉ ET SÉCURITÉ

Enregistrements	<ul style="list-style-type: none">• Permettre régulièrement les enregistrements de carte d'identité.
Sélection des sites de distribution de l'aide	<ul style="list-style-type: none">• Consulter les communautés afin de déterminer le meilleur endroit pour les distributions de l'aide et les services.• Choisir des sites de distribution plus proche du lieu de vie des populations afin de réduire la distance de déplacement.• Augmenter le nombre de sites de distribution par zone ciblée ou communauté visée pour éviter les distributions surpeuplées.¹²• S'assurer que les routes menant aux sites de distribution soient réparées et sécurisées par des forces de sécurité officielles.
Protocole de distribution de l'aide	<ul style="list-style-type: none">• Supprimer la crainte des gens de ne pas être éligible à l'aide, ou que l'aide vienne à manquer, en ne notifiant que ceux qui sont visés par l'aide. Appeler chaque bénéficiaire qui a un téléphone et fait partie de la population ciblée pour une distribution prochaine (ceci est crucial pour les gens qui sont analphabètes et ne peuvent pas lire les listes rendues disponibles publiquement).• Mieux organiser les distributions par sous-groupes (certains suggèrent : par genre, par site, ou par village d'origine), ce qui diminuera les foules sur les sites de distribution et réduira la violence entre les groupes.• Arrêter les distributions avant la tombée de la nuit pour que les gens puissent rentrer en toute sécurité.• Augmenter les transferts monétaires, solution répondant à la crainte de trouver des foules sur les lieux de distribution, et permettant de simplifier le processus de distribution dans son ensemble.• Faire porter des gilets aux travailleurs humanitaires afin qu'ils soient facilement identifiables.
Sécurité des sites	<ul style="list-style-type: none">• Déployer ou augmenter les forces de sécurité autour des endroits où vivent les populations.• Renforcer le soutien du gouvernement pour en finir avec les attaques dans leur région.
Soutien psychologique	<ul style="list-style-type: none">• S'assurer que les communautés aient accès à des psychologues, des centres de santé, et à des activités communautaires (par exemple des visionnages de film), qui leur fournissent le soutien nécessaire pour gérer les cas de trauma.• Former les membres du personnel, en particulier ceux qui sont en contact avec les nouveaux arrivants, aux premiers secours psychologiques et autres bonnes pratiques quand ils travaillent avec des communautés traumatisées.

¹² Cette recommandation représente un compromis avec les recommandations des communautés suggérant de leur fournir un moyen de transport ou de distribuer l'aide directement en porte à porte, ce qui pourrait être difficile d'un point de vue logistique.

PARTICIPATION

- Impliquer un ensemble de leaders communautaires dont la diversité représente plusieurs groupes démographiques (par exemple hommes/femmes, PDI/personnes non déplacées, personnes en situation de handicap, jeunes, et personnes âgées) lors de la phase de conception du projet, au milieu et à la fin du projet.
- Consulter ce groupe diversifié de leaders communautaires sur les types d'aide dont les gens ont besoin, la modalité d'aide préférée, et la fréquence de la fourniture de l'aide souhaitée. La fourniture de l'assistance devant refléter les préférences des personnes affectées, surtout si la quantité est limitée par des contraintes financières ou logistiques.
- Mettre en place des systèmes pour enregistrer les PDI qui n'ont pas encore reçu d'aide afin de limiter les chances de laisser involontairement des gens de côté concernant l'aide, en particulier les nouveaux arrivants oubliés et qui plus tard ne sont pas éligibles à l'aide d'urgence lors de la nouvelle vague d'arrivée.

MÉCANISMES DE GESTION DES PLAINTES

- Prévoir des formations sur la manière dont les bénéficiaires de l'aide peuvent soumettre des plaintes et comment la réponse leur parviendra, en particulier quand des systèmes communautaires sont en place.
- Permettre aux femmes de choisir leurs propres représentantes qui seront chargées de transmettre les plaintes et les réponses entre les femmes bénéficiant de l'aide et le personnel humanitaire.
- S'assurer qu'au moins une femme soit embauchée dans l'équipe gouvernementale locale d'Action Sociale/du Conseil Villageois de Village de Développement (CVD), pour qu'elle puisse recevoir les plaintes émanant des représentantes.
- Fournir aux leaders communautaires du crédit téléphonique pour qu'ils puissent contacter les autorités appropriées pour soumettre les plaintes.

BESOINS IMMÉDIATS ET À LONG TERME

- Réviser et/ou redistribuer les pôles budgétaires du programme en se fondant sur la nature, la quantité et la fréquence de l'aide alimentaire dont les communautés ont besoin pour répondre à la demande urgente de distributions alimentaires plus satisfaisantes.
- Mener une analyse des risques, en particulier une analyse des dynamiques communautaires, avant de lancer les transferts monétaires.
- Fournir des abris faits en matériaux solides, et allouer un espace pour qu'ils soient mis en place.
- Plaider pour que les populations affectées aient accès au financement, au bétail, aux parcelles de terre et aux outils de travail.
- Fournir des formations spécialisées sur la fabrication du savon, la coiffure, le tissage/la couture, l'agriculture, les petites entreprises, la menuiserie, ainsi que l'exploitation agricole/l'élevage, et soutenir la création d'emplois.
- Fournir une assistance financière aux familles qui veulent envoyer leurs enfants à l'école.

Méthodologie de l'enquête quantitative : personnes affectées

MÉTHODE D'ÉCHANTILLONNAGE

Tous les répondants étaient âgés d'au moins 18 ans et avaient reçu une assistance humanitaire dans les six derniers mois.

Les six régions de cette étude (Boucle du Mouhoun, Centre-Est, Centre-Nord, Est, Nord et Sahel) ont été sélectionnées car ce sont les régions principalement ciblées pour l'assistance humanitaire au Burkina Faso. Trois communes par région ont été aléatoirement sélectionnées en utilisant un échantillonnage probabiliste proportionnel à la taille de l'échantillon, et en utilisant les données disponibles publiquement du Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR) sur les PDI.

L'échantillon visait à sonder 85% de personnes déplacées et 15% de personnes non déplacées dans chaque région, avec une répartition finale de 84% de PDI et 16% de communautés non déplacées. Ceci reflète au nombre de personnes dans le besoin selon l'Évaluation multisectorielle des besoins (Multi-Sector Needs Assessment, MSNA) de REACH datant de 2020, combiné aux données du sondage de REACH indiquant que 80% des personnes déplacées et 10% des personnes non déplacées interrogées avaient reçu une assistance humanitaire dans les 12 derniers mois¹³.

La base d'échantillonnage se fonde sur ces données plutôt que sur le nombre de personnes ciblées pour l'assistance tel qu'établi dans le Plan de Réponse Humanitaire (PRH) de 2021 car lors de collectes de données précédentes, la répartition des personnes déplacées et des personnes non déplacées qui recevaient l'aide ne semblait pas s'aligner sur le schéma de ciblage du PRH.

Nous visons une répartition égale d'hommes et de femmes, et la répartition finale est de 51% de femmes pour 49% d'hommes.

Le processus d'échantillonnage pour les personnes déplacées a impliqué les autorités locales dans toutes les communes pour aider l'équipe de collecte des données à déterminer le nombre total de sites ou de quartiers où les personnes déplacées étaient concentrées. Huit personnes déplacées (ci-après désignée sous l'appellation « graines ») ont été sélectionnées dans chaque site ou quartier pour démarrer la méthode boule de neige. Les leaders communautaires ont soutenu l'équipe de collecte des données à identifier les graines correspondant aux critères des répondants (âge d'au moins 18 ans et ayant reçu une assistance humanitaire dans les six derniers mois). Un nombre égal d'hommes et de femmes représentant les graines ont été sélectionnés dans chaque site/quartier, et chaque graine venait d'un village d'origine différent. Ce processus de sélection des graines visait à assurer une représentation égalitaire lors de l'échantillon final.

Pour réduire encore les potentiels biais d'échantillonnage, les graines elles-mêmes n'ont pas été interrogées en raison des craintes soulevées par le fait qu'elles avaient été choisies par les leaders communautaires. On a demandé à toutes les graines de recommander à leur tour un ou deux participants qui n'étaient pas des membres de leur ménage, qui étaient du même genre, et qui correspondaient aux critères des répondants. Ces personnes recommandées ont ainsi constitué le groupe de répondants final.

En ce qui concerne les personnes non déplacées, les recommandations des personnes déplacées et des leaders communautaires ont été utilisées pour identifier ces personnes pour l'enquête.

Recommandations des personnes déplacées : Huit personnes non déplacées ont été recommandées par des personnes déplacées interrogées. Pour rendre les graines aléatoires, on a demandé à la cinquième et la quinzième personne déplacée interrogée par chaque enquêteur de recommander une personne non déplacée pour l'interroger.

Échantillon des populations affectées par la crise

1700 répondants

Genre



51% Femmes (860)



49% Hommes (840)

Statut

• 84% Personnes déplacées à l'interne (PDI) (1435)

• 16% Personnes non déplacées (265)

Région*

• 19% Boucle du Mouhoun (315)

• 18% Est (305)

• 17% Centre-Est (283)

• 17% Centre-Nord (283)

• 17% Nord (286)

• 13% Sahel (228)

Province

• 5% Boulgou (85)

• 6% Gnagna (109)

• 6% Gourma (95)

• 6% Komondjari (101)

• 12% Kossi (207)

• 12% Kouritenga (198)

• 5% Loroum (84)

• 6% Namentenga (104)

• 11% Sanmatenga (179)

• 7% Seno (125)

• 6% Soum (103)

• 6% Sourou (108)

• 12% Yatenga (202)

Âge

• 35% 18-35 ans (595)

• 53% 36-60 ans (905)

• 12% 61 ans et plus (200)

Handicap

• 15% Personnes en situation de handicap (254)

* La taille de l'échantillon final présente des variations au niveau des régions, mais cela n'était pas intentionnel.

¹³ REACH. Février 2021. « [Évaluation multisectorielle des besoins](#) ».

Recommandations des leaders communautaires : Sept personnes non déplacées ont été recommandées par les leaders communautaires, comprenant des chefs de village, des pasteurs, des imams, des prêtres, des membres du Conseil Villageois de Développement (CVD), des représentants des jeunes, des représentantes des femmes, et des responsables locaux.

REPRÉSENTATIVITÉ

Les communes ont été sélectionnées par échantillonnage probabiliste proportionnel à la taille de l'échantillon, ce qui signifie que chaque personne avait une probabilité égale d'apparaître dans l'échantillon final à ce stade. En raison d'aspects pratiques sur le terrain (voir le paragraphe « Limites »), une méthode d'échantillonnage aléatoire n'était pas possible au niveau des communes et c'est l'approche d'échantillonnage boule de neige, détaillée ci-dessus, qui a été employée. Bien que nous ne puissions totalement exclure de potentiels biais d'échantillonnage en raison de l'approche d'échantillonnage boule de neige, plusieurs précautions ont été prises pour réduire ces biais au niveau des communes, de sorte que les données de ce rapport peuvent être considérées comme une représentation réelle des opinions de la population dans cette région.

LIMITES

Il était initialement prévu d'utiliser les listes gouvernementales des personnes déplacées enregistrées par CONASUR, afin de sélectionner des personnes pour l'enquête de manière aléatoire. Ces listes ont été obtenues en juillet 2021 et étaient à jour à la date d'avril 2021. Un échantillon aléatoire a été sélectionné à partir de ces listes. Dans le cas où on ne pouvait pas trouver les personnes, l'équipe de collecte de données avait à sa disposition une liste de remplaçants aléatoirement sélectionnés.

Malheureusement, la majorité des personnes déplacées présentes sur nos listes de départ et de remplacement ont été impossibles à localiser, malgré le soutien des agents du CONASUR et de la ministre de l'Action humanitaire, ou ne correspondaient pas aux critères de l'enquête. Beaucoup de numéros de téléphone n'étaient plus en service, certaines personnes déplacées étaient rentrées dans leur village d'origine, d'autres avaient déménagé à un autre endroit pour cultiver la terre, et d'autres encore n'avaient jamais reçu d'assistance humanitaire ou n'avaient pas reçu d'aide dans les six derniers mois. Puisque localiser les gens sélectionnés de manière aléatoire depuis la base d'échantillonnage n'a pas fonctionné, une approche boule de neige a été adoptée après le premier jour de collecte de données pour sélectionner des personnes déplacées pour l'enquête. Cette combinaison de méthodologies a uniquement affecté les communes suivantes : Djibasso dans la Boucle du Mouhoun, Bittou dans le Centre-Est, Barsalogho dans le Centre-Nord, Fada N'Gourma dans l'Est, Ouahigouya dans le Nord, et Dori au Sahel. Dans toutes les autres communes, nous avons utilisé exclusivement l'échantillonnage boule de neige.

QUESTIONNAIRE

Les questions ont été développées pour recueillir les perceptions que les gens avaient de la réponse humanitaire en se fondant sur cinq thèmes clés : ciblage de l'aide, partage de l'information et communication, qualité de l'aide, perspectives de résilience, et enfin sécurité et mécanismes de gestion des plaintes.

Trois ateliers virtuels de développement du questionnaire ont eu lieu sur internet à la mi-mars 2021, donnant aux travailleurs humanitaires l'opportunité de discuter de leurs priorités concernant ce questionnaire de perception. Le questionnaire a été partagé avec les humanitaires pour recevoir leurs retours et leur approbation en avril 2021.

ÉQUIPE DE LA COLLECTE DES DONNÉES

La collecte des données a été menée par le prestataire de service [Innovative Hub for Research in Africa \(IHfRA\)](#), dont le siège se trouve à Ouagadougou, au Burkina Faso. La collecte des données pour l'ensemble des six régions a eu lieu entre le 19 et le 30 août 2021.

LANGUES

Ce questionnaire a été initialement rédigé en français et traduit en mooré, fulfulde, dioula, et goulmatchema, langues prédominantes parlées localement dans les six régions concernées par l'enquête.

Une approche de traduction à double sens a été utilisée : un traducteur traduisait le sondage du français vers une langue locale, puis un traducteur différent traduisait la version en langue locale vers le français à nouveau. Tout décalage dans la traduction française résultante faisait l'objet d'une discussion, et les deux traducteurs travaillaient ensemble pour trouver la meilleure version. Les versions traduites ont été codées dans l'outil d'enquête pour s'assurer que tous les enquêteurs utilisent la même formulation de chaque question dans les langues locales.

ANALYSE DES DONNÉES QUANTITATIVES

L'opinion des répondants a été évaluée grâce à une échelle de Likert allant de 1 à 5 (1 : opinion très négative – 5 : opinion très positive). Des moyennes ont ensuite été calculées pour chaque cycle de collecte de données. Une moyenne inférieure à 2,5 indique une opinion négative. Plus la moyenne s'approche de 1, plus l'opinion est négative. Une moyenne supérieure à 2,5 indique une opinion positive. Plus la moyenne s'approche de 5, plus l'opinion est positive.

Le présent rapport étudie la différence de perception entre groupes démographiques quand cela est pertinent.

Dans cette enquête, les résultats totaux sont pondérés en fonction du nombre de PDI dans chaque commune, selon les chiffres fournis par CONASUR. Les répartitions en fonction du genre, du statut et de la province présentées dans ce rapport ne sont pas pondérées.

Méthodologie de l'étude qualitative : personnes affectées

MÉTHODE D'ÉCHANTILLONNAGE

Les résultats préliminaires de l'enquête quantitative ont été présentés aux communautés vivant à Kaya et à Ouahigouya les 11 et 14 janvier 2022 respectivement. Les gens se sont réunis pour regarder un film (**La Rue n'est pas le paradis**, de Guy Désiré Yameogo), et ont ensuite échangé collectivement autour des résultats de l'enquête quantitative. Environ 300 personnes ont participé à l'activité à Kaya, et 500 à Ouahigouya. Les participants ont été filmés pendant cette activité.

Le matin suivant, six personnes de chaque commune ont été interrogé individuellement à travers le format de l'entretien semi-directif afin d'approfondir leurs retours et de réunir des recommandations pour les travailleurs humanitaires. Les entretiens ont été filmés.

	Femme		Homme	
	Personne déplacée	Personne non déplacée	Personne déplacée	Personne non déplacée
Kaya	2	1	2	1
Ouahigouya	2	1	2	1

LIMITES

Un délai involontaire de trois mois a eu lieu entre les activités qualitatives et quantitatives en raison de retards concernant les autorisations. Cela signifie que les résultats quantitatifs de l'enquête pourraient ne pas représenter fidèlement l'expérience qu'ont eue les gens de la programmation de l'aide plus tard, lors des entretiens qualitatifs.

QUESTIONNAIRE

Les questions ont été développées pour approfondir les thèmes suivants, avec une attention particulière aux difficultés rencontrées par les femmes et les personnes non déplacées :

Partage de l'information

- Comprendre comment les informations sont actuellement transmises.
- Clarifier la manière dont les gens souhaitent recevoir ces informations.
- Comprendre pourquoi les gens préfèrent recevoir les informations de la part de leurs leaders communautaires, alors que seulement la moitié d'entre eux pensent que les leaders communautaires leur communiquent les informations.
- Recueillir des recommandations sur la manière dont les humanitaires doivent améliorer leur partage d'information.

Processus de ciblage

- Comprendre les tensions liées à la sélection des bénéficiaires.
- Comprendre la manière dont la communauté veut que les humanitaires décident de qui reçoit l'aide et qui ne la reçoit pas, quand tous les membres de la communauté sont susceptibles d'avoir besoin d'un certain type d'aide.
- Comprendre comment les gens veulent que leur communauté soit impliquée et consultée dans la conception et la mise en œuvre des programmes humanitaires.

Mécanismes de gestion des plaintes

- Comprendre si les gens pensent que les humanitaires utilisent les mécanismes de gestion des plaintes qu'ils préfèrent, ou si les humanitaires ont besoin d'adapter les mécanismes de gestion des plaintes à ces préférences.
- Recueillir les recommandations des populations sur la manière dont les humanitaires peuvent rendre le processus de plainte facile et accessible.

Sûreté et sécurité

- Recueillir des recommandations sur comment mieux soutenir ceux qui ne se sentent pas en sécurité et craignent la violence physique et les attaques armées.
- Recueillir des recommandations sur comment mieux soutenir le bien-être psychologique des personnes affectées.

Qualité de l'aide et développement durable

- Comprendre si l'aide répond aux besoins les plus essentiels des gens. Si oui, pourquoi ? Si non, pourquoi ?
- Comprendre quel type d'aide ils préfèrent et pourquoi.
- Comprendre la manière dont les communautés estiment que l'assistance humanitaire peut les aider à se sentir résilients.

- Comprendre comment les communautés veulent que les humanitaires soutiennent leurs enfants.

ÉQUIPE DE COLLECTE DES DONNÉES

Cette activité a été menée par [Fama Films](#), une société de production basée au Burkina Faso et spécialisée dans les médias participatifs.

LANGUES

Le questionnaire a été initialement rédigé en français et traduit oralement dans la langue locale appropriée.

ANALYSE DES DONNÉES QUALITATIVES

Les transcriptions des films de la discussion de groupe et des entretiens individuels ont été analysées avec MaxQDA.

Méthodologie de l'enquête quantitatif : personnel humanitaire

MÉTHODE D'ÉCHANTILLONNAGE

Pour le sondage en ligne du personnel humanitaire, un lien vers un sondage KoBo Toolbox à été partagé avec les partenaires humanitaires sur l'ensemble du Burkina Faso pour que le personnel y réponde entre juin et juillet 2021.

LIMITES

Bien que l'objectif de notre équipe était de partager le lien de l'enquête largement, seulement ceux en possession du lien et qui choisissaient de répondre remplissaient le questionnaire, ce qui peut mener à des biais de sélection.

QUESTIONNAIRE

Les questions posées aux humanitaires faisaient écho aux questions posées aux communautés affectées, afin que leurs opinions puissent être comparées.


LANGUES

Ce questionnaire était disponible en français et en anglais.

Échantillon du personnel humanitaire

204 répondants

Genre

 67% Hommes (137)

 33% Femmes (67)

Statut

- 78% Personnel du pays (159)
- 22% Personnel expatrié (45)

Type d'organisation

- 68% ONG internationale (139)
- 16% Agence des Nations Unies (32)
- 9% ONG nationale (18)
- 7% Autre (Croix Rouge, organisations gouvernementales, bailleurs de fonds) (15)

Niveau

- 68% National (138)
- 32% Régional (66)

Répartition régionale

- 61% Centre-Nord (40)
- 24% Sahel (16)
- 11% Nord (7)
- 9% Boucle du Mouhoun (6)
- 8% Est (5)
- 3% Other (2)
- 2% Centre-Est (1)



Join us at groundtruthsolutions.org